

Quoi qu'il leur en coûte

Quoi de commun entre 740 000 conducteurs de véhicules, 650 000 agents d'entretien, 550 000 employés de libre-service ? Leur appartenance aux métiers de « deuxième ligne » dans la crise sanitaire : celles et ceux qui ont continué d'assurer les tâches de la vie quotidienne, nécessaires à la population.

Ces 4,6 millions de salariés (dont une petite moitié de femmes) font à présent l'objet d'une mission d'étude, confiée à Sophie Moreau-Follenfant (DRH de l'entreprise RTE) et Christine Erhel (directrice du Centre d'études de l'emploi et du travail). On (re)découvre à cette occasion que dans ces populations les indicateurs de qualité de l'emploi sont tous au rouge : horaires décalés, hachés, imprévisibles ; niveau élevé des accidents du travail et maladies professionnelles ; faibles perspectives de carrière ; dialogue social peu intense ; le tout pour un revenu du travail en général faible, à cause de temps partiels très courts et de contrats temporaires. Le contexte de pandémie aura ainsi souligné, non seulement l'exposition de ces salariés au risque infectieux lui-même, mais aussi leur rôle indispensable dans l'économie et la vie sociale du pays, ainsi que les difficultés de recrutement que provoquent leurs conditions d'emploi et de travail. Il était grand temps de s'en soucier.

Contributeur.trice.s du CEET : Thomas Amossé, Christine Erhel et Serge Volkoff

Source : Santé & Travail

+ [lire l'article dans son intégralité](#)

+ [lire l'étude du CEET](#)



25 juin 2021



voir le site du
[Centre d'études de l'emploi et du travail](#)